



SOMMAIRE

Page.

Point 27 de l'ordre du jour:

La situation en Angola: rapport du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale (suite) 1329

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation en Angola: rapport du Sous-Comité constitué aux termes de la résolution 1603 (XV) de l'Assemblée générale (suite)

1. M. VAKIL (Iran): Le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978], dont l'Assemblée est actuellement saisie, est le résultat d'un travail laborieux, objectif et constructif. Ma délégation tient à féliciter le Président et les membres du Sous-Comité pour l'objectivité et l'impartialité avec lesquelles ils ont accompli leur tâche difficile. Par ses observations et ses conclusions pertinentes, fondées sur des informations puisées à bonne source — et cela en dépit des restrictions auxquelles il a été assujéti — et par un examen approfondi des différents aspects du problème angolais, le Sous-Comité a fourni des éléments d'appréciation extrêmement utiles au présent débat. Nous regrettons profondément que, malgré les efforts qu'il a déployés, le Sous-Comité n'ait pas pu obtenir la collaboration du Gouvernement portugais en application de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 9 juin 1961^{1/}, et que, par conséquent, comme il est dit aux paragraphes 57, 435 et 449 du rapport, il n'ait pas été en mesure d'accomplir pleinement sa tâche.

2. La délégation de l'Iran fait volontiers siennes les conclusions du Sous-Comité qui figurent aux paragraphes 470 et suivants du rapport. Nous espérons sincèrement que les opinions justes et impartiales du Sous-Comité retiendront l'attention du Gouvernement portugais et que celui-ci profitera des dernières chances qui lui restent pour trouver une solution pacifique au problème angolais. La position de ma délégation au sujet du problème angolais et à l'égard des autres territoires administrés par le Portugal était claire dès le début. Notre attitude est dictée par la justice, le respect de la dignité de la personne humaine et de ses droits fondamentaux, et plus particulièrement par la foi profonde que nous avons dans les buts et les principes des Nations Unies.

3. Les liens d'amitié solides qui existent entre l'Iran et le Portugal ne nous empêchent pas de dire ce que nous croyons juste et de réprouber ce que nous considérons comme un manquement évident aux obligations internationales découlant des dispositions expresses de la Charte. Le problème angolais a été examiné sous deux aspects différents par l'Assemblée générale. Tout d'abord, la question a été envisagée dans le cadre du Chapitre XI de la Charte et des obligations qu'il impose au Gouvernement portugais à l'égard de ses colonies. Ensuite, la situation en Angola a fait l'objet de plusieurs examens successifs, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, parce qu'elle constituait, selon les termes mêmes employés par la résolution du Conseil de sécurité en date du 9 juin 1961, une cause actuelle et virtuelle de friction internationale et menaçait le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

4. Les deux aspects de la question sont d'ailleurs intimement liés, car la situation actuelle trouve son origine dans l'attitude qu'a adoptée le Gouvernement portugais depuis 1955 à l'égard des décisions des Nations Unies. Depuis 1955, date à laquelle le Portugal est entré à l'ONU, la question des obligations qui lui incombent en vertu du Chapitre XI de la Charte à l'égard des territoires sous son administration a retenu l'attention de l'Assemblée générale. En face du refus catégorique du Gouvernement portugais de se conformer à ce que la presque totalité des Membres de l'Organisation considèrent comme une interprétation logique des dispositions du Chapitre XI de la Charte, la question a fait l'objet d'un examen approfondi à la Quatrième Commission.

5. Pour trancher définitivement cette question, l'Assemblée générale a chargé, lors de sa quatorzième session, un Comité spécial composé de six membres d'étudier les principes qui doivent guider les Etats Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer les renseignements prévus à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte leur est applicable ou non [voir résolution 1467 (XIV)]. A la suite d'un examen attentif, le Comité des Six a établi 12 principes qui doivent guider les Etats Membres dans l'exécution de leurs obligations en vertu de l'Article 73. Ces principes furent adoptés à une majorité écrasante par l'Assemblée générale et figurent dans la résolution 1541 (XV).

6. L'interprétation ainsi donnée de l'Article 73 de la Charte a d'autant plus de poids que les puissances administrantes ont participé à son élaboration. En appliquant ensuite les principes énoncés dans la résolution 1541 (XV) au cas spécifique des colonies portugaises, l'Assemblée générale a déterminé et énuméré, dans sa résolution 1542 (XV), les territoires sous administration portugaise auxquels les dispositions du Chapitre XI de la Charte sont applicables de plein droit.

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'avril, mai et juin 1961, document S/4835.

7. Les décisions catégoriques et quasi unanimes de l'Assemblée générale se sont heurtées malheureusement à un refus obstiné du gouvernement de Lisbonne, qui cherche toujours à justifier son attitude illogique et anachronique par une argumentation juridique selon laquelle les territoires énumérés dans la résolution 1542 (XV) sont des provinces portugaises et, de ce fait, ne ressortissent pas aux Nations Unies.

8. Par ailleurs, le Portugal n'a pas hésité à déclarer illégales, à maintes reprises, les décisions susmentionnées de l'Assemblée générale et la décision subséquente du Conseil de sécurité. L'examen de la légalité des décisions de l'Assemblée générale est une question juridique de la plus haute importance. Ce n'est pas le moment d'aborder cette question. Cependant, il paraît évident et incontestable à ma délégation qu'il n'appartient pas à un Etat Membre de se faire juge de la légalité des décisions des organes principaux des Nations Unies et, sous ce prétexte, d'en refuser la mise en application. Les résolutions 1541 (XV) et 1542 (XV) de l'Assemblée générale n'ont fait que préciser les dispositions de la Charte et n'ajoutent rien à ce qui est déjà stipulé dans la Charte. Si l'Assemblée générale a agi de telle sorte, c'est parce que la Charte, et tout particulièrement son chapitre XI, confie aux Nations Unies des responsabilités importantes en ce qui concerne les peuples et les territoires non autonomes. C'est un fait important, que l'on a souvent tendance à oublier, que les responsabilités des Nations Unies à l'égard des territoires et des peuples colonisés sont nettement distinctes, et dans certains cas même indépendantes, de celles des puissances administrantes.

9. Ainsi, devant le manquement d'une puissance administrante à accomplir ses obligations, l'ONU n'a pas seulement le droit, mais le devoir de s'acquitter de ses propres obligations. Tout récemment, au cours de la première partie de la présente session, par sa résolution 1699 (XVI) du 19 décembre 1961, l'Assemblée générale a décidé qu'en attendant que le Gouvernement portugais s'acquitte de ses obligations l'Assemblée générale doit, pour sa part, continuer à s'acquitter de ses propres obligations et responsabilités à l'égard des habitants des territoires non autonomes administrés par le Portugal. Afin de s'acquitter de cette tâche, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial et l'a chargé d'examiner d'urgence les renseignements disponibles concernant les territoires administrés par le Portugal, et de formuler des observations, conclusions et recommandations à l'intention de l'Assemblée générale.

10. Nous ne voulons pas revenir sur l'alinéa 7 de l'Article 2 de la Charte, que le Gouvernement portugais a invoqué et continue d'invoquer à l'appui de sa thèse. Cette question a été longuement débattue, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, et l'inapplicabilité des dispositions de cet article, dans le cas des colonies portugaises, a été mise en évidence. Nous nous contenterons de dire que la politique suivie par le Portugal à l'égard de ses colonies n'est pas seulement contraire aux obligations qu'il a assumées en tant que Membre de l'ONU; elle est, ce qui est encore plus grave, aux antipodes des impératifs de notre temps. De toutes les puissances administrantes, le Portugal est la seule à se refuser catégoriquement à accomplir ses obligations internationales à l'égard des territoires non autonomes sous son administration.

11. L'attitude du Portugal est d'autant plus difficile à comprendre que, de nos jours, l'Empire britannique a fait place à une communauté d'Etats indépendants et prospères, que les colonies françaises ont presque toutes accédé à l'indépendance et que l'Empire hollandais n'existe pratiquement plus. Seul le Portugal, encore attaché à l'idée de la mission civilisatrice, plonge dans un passé depuis longtemps révolu.

12. Le Portugal prétend avoir fait de ses colonies des provinces s'englobant dans son territoire métropolitain. Nous ne sommes pas opposés à l'idée d'intégration, d'autant plus qu'elle est mentionnée dans la résolution 1541 (XV) comme l'une des voies qui mènent un peuple colonisé à l'autodétermination. Mais nous estimons que le consentement et la volonté librement exprimés de la population colonisée constituent la condition *sine qua non* de la légitimité du procédé d'intégration. Or, le peuple angolais et les peuples des autres colonies portugaises n'ont jamais été consultés sur le statut politique que leur réserve l'amendement constitutionnel du Portugal de 1951. Tout prouve au contraire que ces peuples, comme les autres peuples anciennement colonisés, aspirent à l'indépendance. Un grand penseur et écrivain politique français a dit, il y a près de 50 ans, qu' "une constitution ne peut jamais créer une nation". Cette observation reste toujours valable et s'applique parfaitement au cas du Portugal et de ses colonies.

13. Cette absence regrettable de réalisme que le Portugal a montrée dans sa politique coloniale n'a pas tardé, comme il était à prévoir, à avoir des conséquences néfastes. La situation n'a fait qu'empirer en Angola et a provoqué une guerre qui a causé déjà des dizaines de milliers de pertes de vies humaines.

14. Si nous avons commencé par aborder le premier aspect du problème angolais, qui dépasse un peu le cadre de la question inscrite à l'ordre du jour, c'est, d'une part, parce qu'il nous semble que les événements tragiques qui ont eu lieu ces derniers mois en Angola auraient pu être évités si le Gouvernement portugais s'était conformé à la résolution 1542 (XV) de l'Assemblée générale, et, d'autre part, parce que les informations en provenance du Mozambique et de la Guinée portugaise sont de nature à inquiéter sérieusement l'opinion publique mondiale en ce qui concerne les conséquences regrettables que pourrait avoir l'obstination du Portugal dans son attitude à l'égard de ses territoires.

15. Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée nationale le 3 janvier 1962, le Premier Ministre du Portugal a fait allusion, à propos des colonies portugaises, au Traité de Windsor, conclu en 1899 entre le Portugal et la Grande-Bretagne, et à d'autres traités, de 1642 et 1661, aux termes desquels les deux parties s'engageaient à se prêter mutuellement aide et assistance pour la préservation de leurs colonies. Or, à un moment où le droit des peuples — le droit de tous les peuples — à l'autodétermination est considéré comme une vérité universelle et incontestable, et au moment où l'Assemblée générale, par sa résolution 1654 (XVI), du 27 novembre 1961, vient de créer un Comité spécial chargé d'examiner les moyens de mettre fin complètement au système colonial, une telle référence nous paraît difficilement compréhensible. Comme le dit justement le journal anglais *Yorkshire Post* dans son numéro du 4 janvier 1962:

(L'orateur poursuit en anglais)

"Il n'est pas étonnant, et il n'est pas toujours tragique, que certaines alliances comme celles du Royaume-Uni et du Portugal perdent leur valeur."

(L'orateur reprend en français)

16. Il est intéressant d'évoquer à ce propos ce qu'a dit avec beaucoup d'intelligence et de clairvoyance, il y a près d'un siècle, un ministre anglais au sujet de l'avenir des colonies britanniques — je fais allusion à M. Rogers, ministre des colonies:

"Le destin de nos colonies est l'indépendance, et j'ai toujours considéré que la fonction du Ministre des colonies est de faire que cette séparation, le jour où elle viendra, se fasse le plus amicalement possible^{2/}."

L'évolution de l'histoire des colonies britanniques n'a fait depuis lors que montrer la justesse de cette observation. Pouvons-nous espérer que le Portugal suive cet exemple et fasse preuve de plus de sagesse et de clairvoyance dans sa politique coloniale?

17. Je me permettrai maintenant de dire quelques mots à propos du rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978]. La plupart des renseignements qui nous avaient été procurés par la presse et d'autres sources non officielles sur la situation en Angola viennent d'être confirmés dans ce rapport.

18. Dans sa deuxième partie, le rapport traite des troubles et conflits survenus en Angola depuis février 1961, et montre clairement la façon dont les forces portugaises ont agi contre les nationalistes angolais et même contre les populations autochtones restées étrangères aux activités politiques. On lit au paragraphe 88 qu'à la suite des incidents survenus dans le district de Malange les manifestations nationalistes ont été "... suivies de représailles sévères de la part des forces de sécurité, qui auraient notamment bombardé un certain nombre de villages et effectué des opérations de nettoyage dans les zones qui n'avaient pas été touchées par les bombardements". Le paragraphe 89 du rapport signale que, selon les informations obtenues par le Sous-Comité, "... des populations en fuite auraient été bombardées par des avions et que, bien que le nombre exact des victimes ne fût pas connu, il y aurait eu de très nombreux tués".

19. Quant au nombre des Angolais qui ont trouvé la mort dans des conditions souvent atroces, et de ceux qui ont cherché refuge dans les pays voisins, les informations obtenues par le Sous-Comité confirment celles qui ont déjà été publiées dans les journaux.

20. Il est intéressant de signaler que les renseignements communiqués par le Gouvernement du Portugal au Sous-Comité au sujet des événements d'Angola sont souvent contredits par ceux que le Sous-Comité a pu se procurer en s'adressant à d'autres sources. A cet égard, le paragraphe 115 du rapport est particulièrement révélateur. Il y est dit:

"Dans les renseignements qu'il a communiqués au Sous-Comité, le Gouvernement portugais a déclaré que le flot des réfugiés était dû au fait que, à mesure que les autorités portugaises réussissaient à rétablir des conditions minimums de dé-

fense et de protection des personnes et des biens, les terroristes avaient eu "recours au massacre systématique de tous ceux qui montraient une résistance quelconque à leurs arguments et qui se trouvaient dans des zones qui n'étaient pas encore suffisamment protégées". Mais les renseignements donnés au Sous-Comité par les réfugiés eux-mêmes indiquent qu'ils ont fui à cause des mesures prises par les Portugais ou par peur de ces mesures."

21. En ce qui concerne les sources des événements, le rapport précise à plusieurs reprises qu'elles ne se trouvent pas, comme le prétend le Gouvernement portugais, dans les directives reçues de l'extérieur, mais plutôt dans un véritable mécontentement et de profonds griefs de la population, dont les aspirations légitimes ont toujours rencontré la répression.

22. Ma délégation partage entièrement le regret profond que le Sous-Comité exprime à l'égard de l'attitude du Portugal qui, sans tenir le moindre compte des recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité tendant à arrêter immédiatement les mesures de répression et à trouver une solution pacifique au problème angolais, conformément à la Charte, continue à vouloir réduire le conflit par la force.

23. Dans la troisième partie du rapport, on trouve des informations fort intéressantes, surtout à propos de la discrimination raciale et du travail forcé pratiqués par le Portugal en Angola, qui ont joué un rôle important dans le déclenchement du conflit. C'est ainsi que, contrairement à ce que le représentant du Portugal nous a dit dans son discours du 15 janvier 1962 [1088ème séance] sur l'idéal d'une société multiraciale et unifiée, nous lisons avec un grand regret, au paragraphe 203 du rapport:

"Le Sous-Comité a été informé que la principale source de mécontentement en Angola vient de la distinction fondamentale entre le statut de l'"indigène" (indigène) et celui du "nāo-indigène" (non indigène)... et des pratiques administratives qui en découlent. La distinction fondamentale entre les modes de vie européen et non européen a des répercussions sur tous les aspects de l'existence et a servi de base à diverses pratiques discriminatoires."

24. Dans la section C du chapitre II de la troisième partie du rapport, sous le titre "Administration des impôts indigènes", on trouve des passages émouvants sur le traitement réservé aux Angolais autochtones. Il est dit, au paragraphe 221, qu'il existe en Angola un "impôt personnel annuel", ancien impôt "autochtone" ou "indigène". Nous apprenons également, non sans étonnement, qu'une sorte de responsabilité pénale collective est encore pratiquée en Angola. A ce propos, on lit, au paragraphe 223:

"Le Sous-Comité a été informé de nombreux cas où un homme avait été mis en prison pour non-paiement de l'impôt, sa femme et sa famille étant dès lors tenues de se procurer la somme requise."

25. L'emploi des sévices et des arrestations injustifiées est tellement fréquent en Angola que, d'après le rapport (par. 227), la population autochtone les considère maintenant "comme rentrant dans l'ordre normal des choses".

26. En ce qui concerne le travail forcé, les informations de sources différentes prouvent que cette

^{2/} Passage tiré d'un article de M. Victor Silvera, intitulé "Réflexions sur la décolonisation de l'Afrique du Nord", publié dans la *Revue juridique et politique d'outre-mer*, numéros de janvier à mars 1961, p. 93.

pratique moyenâgeuse et condamnée par les conventions internationales auxquelles le Portugal est partie est encore exercée sous différentes formes en Angola.

27. Le représentant du Portugal a déclaré à plusieurs reprises que les allégations selon lesquelles le travail forcé existerait en Angola ne sont que des accusations malveillantes, inventées de toutes pièces. Dans le *Christian Science Monitor* du 6 mai 1961, M. Jerome Smith écrit:

"Le travail forcé est un élément fondamental de la politique coloniale du Portugal en Angola et en Mozambique. Cette pratique condamnable", affirme M. Smith, "amène un grand nombre d'autochtones de l'Angola à abandonner l'agriculture de subsistance et à s'expatrier. Ils sont encouragés à cela par la pratique de châtiments corporels dans ces deux colonies portugaises et par les salaires plus élevés qui leur sont offerts dans les pays voisins."

28. Dans le numéro d'octobre 1961 de la revue *Africa Today*, M. Malcolm McVeigh, missionnaire méthodiste qui a séjourné en Angola de 1958 à 1961, a écrit également que l'existence du travail forcé en Angola est si répandue que personne n'en ignore l'existence. Les informations et conclusions contenues dans le chapitre III de la troisième partie du rapport ne font que confirmer et préciser ce que les journalistes et les observateurs nous avaient déjà dit au sujet du travail forcé en Angola. Au paragraphe 253 du rapport, il est dit:

"D'après les renseignements recueillis... certaines formes de recrutement par l'intermédiaire d'agents recruteurs auraient eu toutes les apparences du "travail forcé".

29. Plus loin, au paragraphe 258, il est dit que "les femmes, et même les femmes enceintes, devaient effectuer des travaux pénibles sur les routes". Toujours selon le rapport, au paragraphe 262, il est dit que le Sous-Comité a été informé que "les travaux de construction de routes, bien souvent, n'étaient pas payés et que parfois on ne fournissait même pas les outils aux travailleurs".

30. Ces passages se passent de commentaires. Ils sont autant de preuves indubitables de l'injustice et des traitements inhumains auxquels la population angolaise est soumise.

31. Nous ne nous étendrons pas sur les autres aspects du problème angolais, étant donné qu'ils ont été amplement examinés au cours des débats précédents de l'Assemblée générale et dans le rapport du Sous-Comité.

32. La conclusion logique qui s'impose à la suite d'un examen attentif du rapport, dont je viens d'analyser certains passages, semble être simple: la situation en Angola est grave et inquiétante, et l'Organisation des Nations Unies doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour donner satisfaction, le plus rapidement possible, aux aspirations légitimes du peuple angolais et pour empêcher à tout prix que l'Angola ne redevienne le théâtre des événements tragiques qu'il a été il y a quelques mois. Le Portugal pourra faciliter grandement, par sa collaboration sincère, la tâche de l'Organisation. J'ose espérer que les présents débats parviendront à l'engager dans cette voie.

33. M. ASTAPENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) [traduit du russe]: La situation

en Angola inquiète et préoccupe sérieusement l'opinion mondiale. La délégation de la RSS de Biélorussie partage entièrement l'inquiétude que cette situation a provoquée et que les représentants de nombreux Etats ont exprimée ici avant moi. Ma délégation se joint à eux pour condamner le régime fasciste du Portugal dont le rôle est actuellement celui d'un criminel, d'un brigand international qui ne tient aucun compte des résolutions des Nations Unies et les déchire comme des chiffons de papier.

34. Le gouvernement fasciste du dictateur Salazar mène une guerre coloniale cruelle contre le peuple angolais qui lutte pour faire appliquer dans son pays les principes d'indépendance et de liberté nationale proclamés par la Déclaration historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, déclaration que les Nations Unies ont adoptée le 14 décembre 1960 [résolution 1514 (XV)].

35. La guerre coloniale que le Portugal mène contre le peuple de l'Angola constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Aucun homme honnête, aucun Etat épris de paix ne peut rester indifférent devant les atrocités et les crimes affreux perpétrés par les colonialistes portugais contre le peuple de l'Angola. Les colonialistes portugais mènent depuis plus d'un an cette guerre coloniale cruelle contre le peuple angolais parce que ce peuple ne voulait plus vivre sous le joug colonial. Les colonialistes détruisent des régions et villages entiers habités par des gens sans défense. Des documents affreux ont été présentés à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale à la seizième session: ce sont des photographies de patriotes angolais que des bandes de Portugais armés avaient torturés avec une férocité inimaginable. Plus de 50 000 femmes, vieillards et enfants ont été tués rien que pendant les quatre premiers mois de cette guerre coloniale et plus de 150 000 autres personnes ont été contraintes de quitter leur patrie et de chercher asile dans d'autres pays.

36. Dans son intervention du 15 janvier [1088ème séance], le représentant du Portugal a fait le bon apôtre et a essayé de déformer la situation réelle en Angola. Mais c'est là peine perdue. Les colonialistes portugais poursuivent cette cruelle guerre coloniale contre le peuple angolais qui lutte pour son indépendance.

37. Nous avons pu constater ces derniers jours que l'écrasante majorité des représentants qui ont pris la parole depuis la reprise des travaux de la seizième session de l'Assemblée générale ont condamné catégoriquement les colonialistes portugais et ont souligné la nécessité de prendre des mesures appropriées pour appuyer la juste cause du peuple angolais. Quant à l'intervention que mon voisin dans cette salle, le représentant de l'Australie, M. Plimsoll, a faite à la séance plénière d'hier [1091ème séance], elle mérite, à mon avis, une attention particulière.

38. Dans l'intention manifeste de rendre son intervention intelligible, M. Plimsoll a donné une leçon de "bonne tenue" au représentant du Portugal. Du haut de cette tribune il a enseigné aux colonialistes portugais comment ils doivent se comporter dans les nouvelles conditions résultant dans le monde de l'adoption par les Nations Unies de la Déclaration sur la liquidation du colonialisme. Il a annoncé — avec quelque regret d'ailleurs, ce que nous avons pu aisément discerner — que les amis du Portugal ne peuvent plus le soutenir ouvertement. Une telle atti-

tude aurait, certes, démasqué entièrement les alliés du Portugal, qui essaient en fait, comme lui, de maintenir les peuples coloniaux le plus longtemps possible sous le joug colonial. C'est ainsi qu'ils agissent en réalité et ce n'est qu'en paroles qu'ils s'expriment en faveur des peuples coloniaux.

39. Ainsi donc, d'après M. Plimsoll, le Portugal doit suivre une politique qui permettrait à ses alliés de lui accorder leur appui. Les Portugais, a dit — ou plutôt, a prêché — M. Plimsoll, doivent adapter leur politique aux conditions nouvelles créées à l'Organisation des Nations Unies afin que leurs amis puissent les appuyer. Oui, nous ne contredirons pas M. Plimsoll: à l'heure actuelle "les amis du Portugal" peuvent difficilement soutenir ouvertement à l'Organisation des Nations Unies la politique des colonialistes portugais. C'est là un fait évident pour tous ceux qui sont ici présents. Il est d'ailleurs possible que ce soit précisément à cause de ces circonstances que le représentant du Portugal a quitté, en faisant claquer la porte, cette salle où l'on discute de la situation en Angola.

40. Mais revenons au discours de M. Plimsoll. Comment doivent agir, d'après lui, les Portugais afin de s'adapter, pour ainsi dire, aux nouvelles exigences du moment? M. Plimsoll dit qu'ils doivent considérer dorénavant l'Angola non plus comme leur territoire d'outre-mer, mais comme un territoire non autonome; ils doivent également consentir dans une certaine mesure à ce que l'Angola exerce le droit à l'autodétermination en temps opportun. M. Plimsoll a fait remarquer que l'on peut en effet y appliquer le principe de l'autodétermination "en temps opportun", mais qu'il reste beaucoup à faire et qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant que cette application puisse se faire. Il a donc averti les colonialistes portugais qu'ils peuvent proclamer sans trop s'alarmer le principe de l'autodétermination, car cette proclamation n'empêchera pas la situation en Angola de demeurer inchangée pendant un temps indéfini.

41. Le représentant de Ceylan a très justement dit dans son intervention d'hier qu'on nous demande ainsi de ralentir la cadence du mouvement de liquidation du colonialisme. Il a ajouté que nous devons rejeter cet appel. La délégation de la RSS de Biélorussie est entièrement d'accord sur ce point avec le représentant de Ceylan.

42. Je voudrais maintenant revenir encore une fois aux déclarations de M. Plimsoll. Il nous a dit qu'il faut nous attendre sur le Portugal, dont le régime fasciste mène une guerre cruelle en Angola au moyen des armes modernes de destruction qu'il obtient de ses alliés. Il a dit également que nous ne devrions pas adopter une résolution prévoyant des sanctions contre le Portugal, mais une résolution générale qui unirait, pour ainsi dire, tout le monde, et les colonialistes et ceux qui subissent le colonialisme.

43. Absorbé par ses soucis au sujet du Portugal, le représentant de l'Australie s'est laissé emporter si loin que certains pourraient avoir l'impression que c'est le Portugal que l'Organisation des Nations Unies doit défendre et non pas le malheureux peuple angolais victime d'une guerre cruelle.

44. Si l'Organisation des Nations Unies s'engageait dans cette voie, elle deviendrait un instrument au service de buts et d'objectifs contraires à ceux qui sont énoncés dans la Charte des Nations Unies.

45. Enfin, je ne puis manquer de mentionner les éloges que M. Plimsoll a faits du Portugal en soulignant notamment que le Portugal est en Angola depuis des siècles et qu'il y a fait beaucoup. A ce sujet, je voudrais rapporter quelques faits qui, vous pourrez en juger, contredisent cette assertion.

46. Après s'être emparés de l'Angola, les colonialistes portugais y ont établi un régime de cruelle oppression coloniale et de discrimination raciale, en se couvrant de la formule d'une citoyenneté portugaise accessible à tous les habitants de l'Angola.

47. Les colonialistes possèdent les meilleures terres dont ils ont exproprié la population autochtone africaine. Les immigrants portugais, au nombre de 120 000, soit 2,5 p. 100 de la population seulement, possèdent plus de 1 400 000 hectares, alors que les Africains qui constituent 97,5 p. 100 de la population et qui sont donc 40 fois plus nombreux ne possèdent que 1 800 000 hectares. Le Gouvernement portugais accapare des terres immenses et spécialement fertiles pour en constituer ce qu'on appelle les "terres de réserve" qui sont spécialement destinées à l'extension future du colonialisme européen. D'après les lois portugaises, les Africains peuvent être contraints par la force à quitter des terres qui sont du goût des colonialistes. Ainsi, le "statut des indigènes portugais" que le Gouvernement portugais a promulgué en 1954 indique clairement que les terres exploitées par la population autochtone peuvent être données en concession à des non-autochtones. En d'autres termes, les terres occupées par des Africains sont expropriées en faveur des Européens, sans que cette opération implique une compensation quelconque. Ce même "statut" dispose que "l'indigène" ne peut posséder ni un terrain d'une superficie inférieure à un hectare, ni des bâtiments qui ne peuvent être considérés comme permanents. Cette disposition a pour but direct de faciliter l'expropriation des Africains. La plupart d'entre eux ne veulent pas construire des maisons en dur et ne disposent que de petits lopins de terre; ils n'ont par conséquent aucune garantie pour la protection de leurs biens. C'est là un des exemples de la discrimination raciale révoltante qui règne dans les colonies portugaises.

48. Non seulement la législation portugaise que le gouvernement et ses représentants à l'Organisation des Nations Unies ont voulu présenter comme un "modèle d'esprit humanitaire et d'impartialité raciale" n'accorde pas le droit aux indigènes de posséder des terres et d'en disposer librement, mais elle permet en fait aux Portugais et aux autres colonialistes d'en exproprier légalement les Africains.

49. Le rapport du Sous-Comité chargé d'examiner la situation en Angola [A/4978] fait état de quelques réformes isolées que les colonialistes portugais ont entreprises. Cependant, le but réel de ces réformes a été de perfectionner le système de domination et d'oppression coloniales et ceci au moment où s'est posée la question de liquider complètement ce honteux système. Le remplacement de vieux verrous tout rouillés par de nouvelles serrures bien brillantes ne fait pas trouver sa prison plus belle au détenu. Les peuples de l'Angola, du Mozambique et des autres colonies portugaises luttent pour leur indépendance et aucune réforme ne peut justifier ou faire durer la domination portugaise dans ces pays.

50. La discrimination raciale et l'oppression coloniale apparaissent aussi dans le système de recru-

tement des travailleurs et les conditions de travail de la population autochtone. Le travail forcé est largement pratiqué dans les colonies portugaises.

51. Le recrutement forcé des ouvriers pratiqué dans les colonies portugaises est décrit en détail dans la presse et dans la littérature occidentale, par exemple dans le livre du journaliste américain John Gunther, intitulé *Inside Africa*. Les employeurs qui ont besoin de main-d'œuvre adressent une demande au Gouverneur général. Les fonctionnaires de ce dernier transmettent cette demande sous forme de réquisitions aux chefs subalternes de l'administration coloniale qui, à leur tour, font appel aux chefs ou aux anciens de la tribu locale qui, souvent avec l'aide de la police, recrutent le nombre d'hommes que l'employeur a demandés. Les employeurs reçoivent ainsi une main-d'œuvre à bon marché tandis que les fonctionnaires et la police touchent des gratifications sous forme de pots-de-vin. Les seuls à souffrir de ce système sont les indigènes que ces "contrats" transforment vraiment en esclaves.

52. Le travail forcé en Angola et dans les autres colonies portugaises prend des proportions énormes. Les colonialistes portugais vendent chaque année des dizaines de milliers d'Angolais à titre de main-d'œuvre à très bon marché non seulement aux planteurs en Angola, mais également aux grands monopoles de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland et de la République sud-africaine.

53. La population africaine de l'Angola est privée des droits civils élémentaires. En réalité, les Africains n'ont aucun des droits civils et politiques. En Angola, ainsi que dans les autres colonies portugaises, tout le pouvoir est aux mains du Gouverneur général qui est nommé par le Gouvernement portugais et n'est responsable que devant lui.

54. Ce régime, qui est un exemple flagrant du joug colonial le plus brutal, exclut l'existence de tout organe d'une administration par la population indigène; les indigènes ne peuvent accéder aux organes centraux et locaux des pouvoirs publics.

55. Le Portugal s'efforce de masquer l'oppression coloniale par une prétendue "politique d'assimilation". Les colonialistes portugais répartissent la population de leurs colonies, selon des critères racistes, en "civilisés" et en "non-civilisés". Les "civilisés", ce sont les Portugais eux-mêmes; quant aux "non-civilisés", ils comprennent, bien entendu, la population africaine autochtone.

56. Cette répartition représente l'une des formes les plus odieuses de la politique de discrimination raciale, car elle oppose l'un à l'autre deux groupes raciaux: les Européens et les Africains. Les Européens, c'est-à-dire les "civilisés", jouissent de tous les droits civils, alors que les Africains que l'on appelle des "non-civilisés" sont privés de tout droit.

M. Ortiz Martín (Costa Rica), vice-président, prend la présidence.

57. Les colonialistes portugais affirment cependant qu'ils s'efforcent d'adapter les "non-civilisés" à la "civilisation" au moyen de la politique "d'assimilation" qui consiste à accorder aux Africains la citoyenneté portugaise et le droit d'appartenir à la catégorie des "civilisés". Mais il faut pour cela que l'Africain ne s'exprime qu'en portugais, qu'il ait atteint un certain niveau matériel et professionnel et qu'il remplisse d'autres conditions de ce genre. Bref,

on exige de l'Africain de renier son peuple pour servir aveuglément les colonialistes. Or, après cinq siècles de domination portugaise 0,3 p. 100 seulement des Africains ont été "assimilés", tandis que les autres Africains restent des gens sans droits, opprimés et privés de tous droits civils.

58. L'absence de soins médicaux, à quoi s'ajoutent un travail épuisant, une sous-alimentation constante, des conditions de logement misérables, tout cela est la cause d'une très forte mortalité, surtout chez les enfants, et de graves maladies chroniques qui sévissent parmi la population africaine.

59. La domination coloniale du Portugal a abouti à de tristes résultats en matière d'instruction. Grâce à la politique coloniale, 99 p. 100 de la population en Angola et dans les autres colonies portugaises est analphabète, d'après les données fournies par l'UNESCO. C'est là un chiffre record, même pour les colonies africaines. Les colonialistes ont pour but d'y maintenir l'analphabétisme et l'obscurantisme afin de pouvoir mieux dominer la population.

60. On pourrait citer bien d'autres faits qui contredisent la déclaration du représentant de l'Australie en ce qui concerne l'œuvre considérable des Portugais en Afrique. Les faits prouvent que les colonialistes portugais ont établi en Angola un régime de cruelle oppression coloniale et de discrimination raciale en écrasant sans pitié toute tentative du peuple d'acquiescer la liberté et l'indépendance. La barbarie et le régime fasciste de terreur et de violence qui règnent au Portugal même revêtent aux yeux du monde une forme encore plus aiguë en Angola et dans les autres colonies portugaises.

61. Le peuple de l'Angola s'est soulevé à plusieurs reprises contre ses oppresseurs. Cette lutte s'est particulièrement intensifiée au cours de ces dernières années quand le souffle frais de la libération est passé sur l'Afrique.

62. Les colonialistes portugais essayent d'arrêter le cours implacable de l'histoire. On se demande comment les colonialistes d'un petit pays tel que le Portugal osent violer le droit d'autres peuples à se développer dans la liberté et dans l'indépendance. Cela provient certainement de ce qu'ils trouvent un appui et une aide chez leurs grands associés en matière de pillage et de brigandage coloniaux.

63. Ce sont en fait les monopoles étrangers qui règnent au Portugal et dans ses colonies. L'Angola et les autres colonies portugaises sont pour ces monopoles de riches sources de matières premières et de main-d'œuvre à bon marché. Les monopoles des Etats-Unis, de l'Allemagne occidentale et d'autres pays se livrent au brigandage colonial et à l'exploitation du peuple angolais et d'autres peuples coloniaux et en tirent d'énormes superbénéfices.

64. Le monopole le plus important en Angola est la Diamond Company of Angola qui y contrôle l'extraction des diamants et qui est constituée par des capitaux américains, anglais et belges. En 10 ans, de 1946 à 1956, ses bénéfices ont augmenté de 2,5 fois et ont dépassé 5 500 000 dollars des Etats-Unis. Quant au revenu de l'ouvrier africain employé par cette compagnie, il était en 1956 légèrement supérieur à 60 dollars.

55. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. C'est aux dépens du sang et des sueurs du peuple angolais que les monopoles américains, anglais et belges amassent

des richesses colossales. Le peuple exploité, lui, n'a qu'à se contenter de restes misérables.

66. La guerre coloniale du Portugal est appuyée par toutes les forces réunies du bloc militaire d'agression de l'OTAN.

67. Rien ne peut cependant arrêter le cours implacable de l'histoire: le peuple angolais obtiendra son indépendance. La lutte que ce peuple mène au nom de sa liberté et de son indépendance est chaleureusement appuyée par toute l'humanité progressiste. L'opinion publique mondiale demande résolument que la Déclaration des Nations Unies sur la liquidation du colonialisme soit mise en œuvre en Angola et dans les autres colonies.

68. La sympathie et l'appui du peuple biélorusse vont au peuple angolais qui lutte contre le colonialisme pour acquérir sa liberté et son indépendance.

69. La Bulgarie et la Pologne ont présenté un projet de résolution relatif à la situation en Angola en séance plénière de l'Assemblée générale [A/L.388]. Notre délégation tient tout d'abord à remercier les délégations de ces pays frères d'avoir pris l'initiative de déposer ce projet de résolution.

70. Le projet de résolution des délégations de la Bulgarie et de la Pologne propose des mesures concrètes destinées à permettre au peuple angolais d'exercer le plus rapidement possible son droit à se développer de façon indépendante.

71. La délégation de la RSS de Biélorussie appuie entièrement ce projet de résolution et votera en sa faveur.

La séance est levée à 16 h 35.